



Ville de

La Chapelle Saint-Luc

Commune de La Chapelle Saint-Luc

**ARRETE N° SP STM 2021-005
DP 010081 20 I6081
NON OPPOSITION DU MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE
A UNE DECLARATION PREALABLE**

Référence : DP 010081 20 I6081
Recommandé n° 2C 154 121 5843 0

La Chapelle Saint-Luc, le 04/01/2021

N° DP 010081 20 I6081		
Déposée le : 10/12/2020	Affichée le : 17/12/2020	Complétée le : 10/12/2020
Par :	AUBE IMMOBILIER	
Demeurant :	47 rue Louis Ulbach 10000 TROYES	
Représentée par :	Monsieur Eric PROTTE	
Terrain sis :	3 rue Gaston Cohen 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC	
Cadastré :	AX21	
Surface du terrain :	578 m ²	
PROJET		
Nature des travaux :	Travaux sur construction existante	
Observations :	ITE sur l'ensemble du bâtiment avec remise en peinture	

Le Maire de La Chapelle Saint-Luc

- ✚ Vu la déclaration préalable susvisée,
- ✚ Vu le Code de l'Urbanisme,
- ✚ Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 décembre 2016, modifié le 19 décembre 2017, Zone UB,

Considérant que les travaux portent sur la mise en œuvre d'une isolation extérieure sur les façades du bâtiment avec finition en enduit ton brun (gamme STO 71403) sur la hauteur du RDC et finition en enduit plus clair (gamme STO 71408) pour le reste du bâtiment,

Considérant que chaque niveau sera délimité en façade par des joints creux, que les poteaux seront repeints en blanc et que les garde-corps seront laqués en gris anthracite RAL 7016,

ARRETE

Article unique : Aucune opposition n'est formulée à la déclaration préalable pour le projet défini dans le dossier déposé auprès du Maire de La Chapelle Saint-Luc.

Le présent arrêté sera transmis le 11/01/2021 au Représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et notifié au demandeur.

Pour le Maire,
Le Maire-Adjoint délégué



Jean JOUANET

« CE QU'IL FAUT notamment SAVOIR »

L'autorisation à déclaration préalable **doit faire l'objet des mesures de publicité pendant toute la durée du chantier** conformément aux dispositions des articles R.424-15 et A.424-15 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté est délivré **sous réserve du droit des tiers**, conformément à l'article A.424-8 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté portant sur une opération de travaux, **est périmé et caduc, si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la délivrance de l'autorisation** conformément aux dispositions des articles R.424-17 et R.424-18 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté **peut être prorogé pour une année**, sur demande de son bénéficiaire conformément aux dispositions de l'article R.424-21 du Code de l'Urbanisme.

L'arrêté délivré **ne donne pas droit à son bénéficiaire d'intervenir sur le domaine public**, conformément à l'article R.423-1 du Code de l'Urbanisme. C'est pourquoi, en cas d'intervention nécessaire sur le domaine public, il est demandé au pétitionnaire de contacter préalablement à tout travaux, le service « Voirie Travaux » municipal afin d'établir un état des lieux contradictoire du domaine public bordant l'opération. A défaut, les abords de l'opération seront considérés comme étant en parfait état.

Dans un délai de deux mois **à compter de la notification** de l'arrêté, celui-ci peut être contesté par le pétitionnaire au choix par :

- Saisine du maire en formulant un recours gracieux,
- Saisine du préfet de département en formulant un recours hiérarchique.

Si le recours gracieux ou hiérarchique est inefficace, le pétitionnaire dispose d'un délai de deux mois, pour saisir le tribunal administratif compétent.

Dans un délai de deux mois **à compter du premier jour d'affichage sur le terrain** de l'arrêté, conformément à l'article R.600-2 du Code de l'Urbanisme, celui-ci peut être contesté par les tiers ayant un intérêt à agir, au choix par :

- Saisine du maire en formulant un recours gracieux,
- Saisine du préfet de département en formulant un recours hiérarchique.

Si le recours gracieux ou hiérarchique est inefficace, le pétitionnaire dispose d'un délai de deux mois, pour saisir le tribunal administratif compétent.

La déclaration autorisant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) doit être obligatoirement **formulée et adressée au maire** lors de l'achèvement des travaux conformément à l'article R.462-1 du Code de l'Urbanisme.

INFORMATIONS IMPORTANTES

Votre projet est concerné par le risque de retrait-gonflement des sols argileux, avec un aléa MOYEN. Sa vulnérabilité à ce risque peut être réduite en adoptant des mesures simples, consultables et téléchargeables grâce au lien : www.aube.gouv.fr.

